

ENTRETIEN

Chacun des ouvrages de Patrice Gueniffey est un événement.

Grand historien de la Révolution française et de l'Empire, disciple de François Furet, le directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) signe aujourd'hui *Napoléon et de Gaulle, deux héros français* (Perrin).

Une réflexion sur plusieurs thèmes que les deux hommes providentiels ont en partage: l'art du retour, le rapport avec l'histoire et la France, l'exercice du pouvoir, la guerre, le rôle de l'écriture et la mort. Une œuvre d'écrivain autant qu'un essai d'historien, pour le plus grand plaisir du lecteur.

Patrice Gueniffey: «L'homme providentiel est indispensable aux Français»

PROPOS REÇUEILLIS PAR
GUILLAUME PERRAULT @GuilPerrault

LE FIGARO. - Comment définir l'homme providentiel?

Patrice GUENIFFEY. - L'homme providentiel se présente toujours comme le dernier recours. Il est souvent attendu comme tel, dans les crises où aucune issue ne semble praticable, du moins dans le cadre des institutions. Pas d'homme providentiel, ou de sauveur, sans paralysie des institutions et abdication des volontés. Son exemple démontre, du reste, que la volonté individuelle peut exercer une action décisive sur le cours des choses. Le discours historique l'a contesté en invoquant le rôle des masses et le poids des déterminismes. Or, le XX^e siècle a infligé à ces arguments un cruel démenti. Parfois pour le meilleur et plus souvent pour le pire, le siècle dernier fut façonné par des volontés individuelles puissantes qu'on ne peut réduire à des intérêts sociaux. L'homme providentiel, pour sa part, tel Napoléon ou de Gaulle, est une figure du héros. Il restaure ce qu'on croyait disparu, fait advenir ce qu'on jugeait impossible. À l'intérieur : le raffermissement de l'État et la paix civile. À l'extérieur, le prestige du nom français. Accédant au pouvoir après l'échec de ses prédécesseurs, l'homme providentiel tranche les nœuds gordiens qui paraissaient inextricables et réforme le pays au pas de charge. Il construit une œuvre durable et la légue à ses successeurs : une administration et un Code civil dans le cas de Napoléon, des institutions politiques dans le cas du Général. Ce sont là des histoires de sauveur plutôt heureuses, même si, dans le cas de Napoléon, l'expérience ne s'est pas bien terminée, c'est le moins qu'on puisse dire.

La recherche du sauveur est-elle

singularité hexagonale? C'est en effet un trait structurel de notre pays. L'Angleterre n'a jamais eu besoin d'un homme providentiel. En 1940, Churchill a bien sûr magnifiquement incarné l'esprit de résistance de ses compatriotes, mais il n'a pas tiré son pays hors du gouffre comme de Gaulle. Le premier ministre britannique n'a pas eu à se substituer à ses concitoyens; l'homme du 18 Juin, si. La société civile anglaise a toujours été robuste et unie, la société civile française fracturée et divisée. La première s'est constituée avant l'Etat; la seconde réclame son intervention. De notre côté de la Manche, la société civile n'arrive pas à produire elle-même sa propre cohésion. Elle se tourne, dans les moments difficiles, vers l'homme providentiel dont elle espère qu'elle la sauvera du chaos, quand elle n'abdicue pas tout pouvoir entre ses mains. C'est une vieille histoire, qui commence au Moyen Âge. Alors s'est nouée une alliance entre la monarchie et les Communes (qui la financeront) contre la noblesse, au moment même où, en Angleterre, la société issue des invasions saxonnnes était devenue déjà assez forte pour rebalancer le pouvoir de la royauté normande. À partir du XV^e siècle, en France, l'Etat royal s'emancipe de son allié, désormais réduit au rang d'auxiliaire. Sous Louis XI comme sous les Valois, la France reste à l'écart du mouvement qui voit les assemblées représentatives fleurir un peu partout en Europe sous l'influence du Thomisme, qui vante l'esprit de conseil et de délibération. L'Etat absolutiste favorise ainsi l'émettement de la société civile dont il était à l'origine le produit. L'histoire de la France est en grande partie celle du renforcement constant du pouvoir royal, au détriment des corps intermédiaires. La France a une aristocratie, socialement puissante, un clergé avec lequel le roi doit négocier, mais rien qui ressemble à la gentry anglaise, à la fois autorité sociale et autorité politique. Bref, elle n'aura jamais de classe dirigeante. Les tentatives de la noblesse pour retrouver une influence politique, sous la Fronde, aboutiront à l'absolutisme de Louis XIV. Celles de la noblesse de robe n'ont jamais réussi à limiter le pouvoir royal – hormis par intermittence – et finiront par la Révolution française qui balayera cette classe. Une fois que la Révolution aura fait place nette, l'administration prendra le relais. En décapitant le roi en 1793, les révolutionnaires détruisent le corps qui, symboliquement, incarnait l'unité de ce royaume si hétérogène. Depuis lors, outre Napoléon et de Gaulle, une pleiade d'hommes providentiels ont occupé un temps l'espace laissé vacant: le prince Louis-Napoléon en 1848, Gambetta en 1870, Clemenceau en 1917-1918, voire Dourouergue en 1934.

L'attente des grands hommes n'est-elle pas un symptôme d'immaturité politique? Une tradition républicaine le soutient depuis la Révolution. Dès la Constituante

bespierre: «France ou Gaule, tu seras heureuse lorsque tu seras guérie des individus.» Cloots entendait par là que le pouvoir devait être collégial et non incarné dans un chef. La III^e République s'efforça d'atteindre cet idéal, et s'y brisa. L'anonymat républicain ne dispose pas d'une assise assez puissante dans un pays marqué par des sties de monarchie. On connaît la solution inventée par de Gaulle: la Ve République, c'est une tête royale posée sur un corps républicain. Plus le personnage du sauveur ou de l'homme providentiel.

De nombreux auteurs libéraux ont raillé le président à la française. Le plus brillant demeure le Jean-François Revel de *L'Absolutisme inefficace* (1992): c'est un pamphlet féroce...

Les libéraux tiennent les hommes providentiels pour des illusionnistes qui montent à l'affrontement aux Français et leur cachent l'état réel du pays ainsi que les évolutions du monde. Raymond Aron a toujours regardé de Gaulle avec des sentiments mêlés qui rappellent ceux qu'éprouvait Madame de Staél en-

tous deux dans un homme providentiel dont ils rejettent le principe. C'est pourquoi, à chaque élection présidentielle, ils s'enthousiasment pour le candidat – il y en a toujours un – qui prétend accéder au pouvoir sur les ruines de la grande division française, cette opposition gauche-droite née bien avant la Révolution, pour ainsi dire structurelle. Il est vrai que la situation a changé, puisqu'il est aujourd'hui difficile de ramener à une opposition aussi nette une société éclatée en une multitude d'intérêts divergents et qu'aucune idéologie, aucune idée du bien commun, ne rassemble plus, même camp contre camp. Le besoin d'incarnation est d'autant plus fort que la société est plus fracturée. C'est aussi la raison de l'incredulité décalage que l'on constate entre les discours de la campagne présidentielle actuelle et une réalité dont chacun sent bien qu'elle échappe presque complètement au discours politique. Tous les candidats à la présidentielle endossent, au moins le temps de la campagne, le costume du sauveur et

font campagne sur le thème de la rupture et des lendemains qui chanteront. Le plus singulier est que chacun sent bien, sait même, qu'il s'agit d'un répertoire obligé où chacun

joue son rôle avec plus ou moins de bonheur et qui, une fois le jour de l'élection passé, continuera certes d'alimenter les «éléments de langage» d'une action politique réduite à une technique de communication, mais ne se traduira par aucune mesure concrète.

Les Français de 2017 ont la nostalgie des hommes providentiels, c'est entendu. Mais les supporteront-ils longtemps? Imagine-t-on de Gaulle gouverner la France aujourd'hui?

Il est certain que la gloire des grands hommes perpétue des valeurs héritées des temps aristocratiques. La mort du général de Gaulle, en novembre 1970, marque la fin de cette histoire séculaire dominée par la figure des hommes d'exception. Telle une religieuse janséniste, Yvonne de Gaulle, au lendemain des obsèques à Colombey, fera brûler les vêtements et même le lit de son mari afin qu'on ne puisse exposer aucune «relique». Lors de la messe à Notre-Dame, qui a réuni tous les grands de ce monde, un des collaborateurs du Général, Pierre-Louis Blanc, a écrit que Georges Pompidou et ses ministres semblaient à la fois «tristes et soulagés». Tristes car, «sur le fleuve encore incertain de notre avenir, une puissante digue avait craqué»; soulagés parce que disparaissait un juge incommodé. «On en avait terminé avec une grande et un style qui, quoi qu'ils fissent, les ramenaient à leur taille véritable. Désormais, chacun pourra vivre à sa mesure.» L'ère de l'individualisme contemporain pouvait commencer. Depuis lors, une mentalité individualiste a triomphé, en France comme dans l'ensemble des sociétés démocratiques. L'individu ne souffre plus l'idée de supériorité, de verticalité, qui lui paraît contraire à l'égalité qu'il affectionne. Or, le héros invite au dépassement de soi. Ce n'est plus supporté. L'un des traits marquants de notre époque est de préférer l'identification à l'élevation. Aux héros appartenant par leur exemple à l'effort et à l'oubli de soi, elle préfère des dirigeants à son image, qui témoignent de leur proximité avec ceux qui les élisent et non de l'incommensurable distance qui, dans la mythologie, situait les héros à mi chemin des hommes et des dieux.

Mais, du même coup, ressemblance et transparence ont pour contrepartie impuissance et inaction.

De fait, les attentes politiques des Français ne les exposent-elles pas à une déception à perpétuité?

On peut le craindre. Louis XIV avait porté la fonction royale à un niveau d'exigence si élevé qu'aucun de ses successeurs ne fut capable d'exercer le métier de roi comme il l'avait fait. De même, tous les présidents de la Ve République sont comparés à de Gaulle, ce qui est quelque peu écrasant. Aussi tous ont-entrepris, hormis François Mitterrand, de ramener la fonction à taille humaine, au risque de choquer les Français. À la longue, le rideau se déchire et le ressentiment augmente. Pour tout arranger, les leviers de la souveraineté se sont dérobés sous le triple effet de la décentralisation, de l'intégration européenne et de la mondialisation économique. Le président de la Ve République s'exprime de plus en plus alors qu'il peut de moins en moins.

Vous donnez donc raison à la critique libérale des grands hommes?

J'en reconnais l'intérêt, mais aussi les limites. Depuis Montesquieu, les libéraux français regrettent que la France ne soit pas l'Angleterre. Les anglophones admirent, outre-Manche, le mariage de la tradition et de la liberté, le rôle des élites, l'absence de rupture dans l'histoire nationale. Le caractère national – la préférence pour l'égalité au détriment de la liberté, l'amour de l'Etat plutôt que le choix de l'autonomie individuelle – leur apparaît comme une sorte d'infirmité collective, d'inaptitude à la liberté, et le clivage gauche-droite comme un archaïsme. Ils aspirent à le dépasser, sans pour autant se féliciter des rares moments où les Français se sont reconnus dans un gouvernement qui avait fait de ce dépassagement son mot d'ordre, puisque bonapartisme et gaullisme s'incarnent

La société civile française a toujours été fracturée et divisée. Elle n'arrive pas à produire elle-même sa propre cohésion et se tourne, dans les moments difficiles, vers l'homme providentiel

DESSIN CLAIREFOND



Napoléon et de Gaulle, deux héros français
de Patrice Gueniffey
PERRIN (414 p., 21,50 €,
EN LIBRAIRIE LE 9 FEVRIER)